

# CONSEIL GÉNÉRAL DE LA NIÈVRE

## Séance du 19 décembre 2008

### Intervention de M. Jean-Louis ROLLOT, Président du Groupe Socialiste

Monsieur le Président, monsieur le Préfet, chers collègues, chers amis, le moment est particulièrement délicat.

Le thème dominant de nos réflexions est, plus que l'attractivité de notre département, le contexte économique général dans lequel nous évoluons.

La crise financière que nous traversons actuellement évolue en crise économique et sociale. Contrairement à ce qui a été dit et répété à un certain nombre de reprises, ce n'est pas simplement un « produit » outre-Atlantique. C'est un « produit » qui a parfaitement rencontré un terroir équivalent sur notre territoire européen.

Cette crise n'est pas simplement due à un certain nombre d'aventures liées à quelques banquiers des USA. C'est véritablement l'échec d'un système. En fait, et je vais prononcer un gros mot qui a tendance à fortement choquer car si seuls ceux de Gauche auraient, dit-on, une idéologie, mais il en existe aussi d'autres, c'est également la chute de l'idéologie libérale, voire ultralibérale.

Depuis 1980, depuis les périodes Reagan et Thatcher, ce fut celle du libre marché non régulé, le règne de la compétition, du court terme et de l'apparence. En toile de fond, c'était, en définitive : « Silence dans les rangs ! La pensée unique est là. On pense pour vous, braves gens, et votre avenir est tout tracé ! »

Notre avenir était effectivement tout tracé et nous savons où cela nous a conduits. C'est bien le résultat de la pensée unique et ultralibérale dont participe la majorité gouvernementale et vous en êtes, monsieur le Préfet, le porte-parole.

Je tiens donc tout de même à préciser les choses. Que cela plaise ou non, aujourd'hui rien ne sera plus comme auparavant en matière de libre marché ! Il n'y a ni avenir ni perspective durable pour cette pensée qui nous a menés droit dans le mur. La nécessité d'une véritable régulation s'impose. Aucune possibilité d'avenir n'est envisageable sans un rappel du droit, de la solidarité et de la morale. C'est bien le minimum !

Avoir bâti des entreprises dont l'objectif numéro un était de produire de l'argent et toujours de l'argent au détriment de l'objet premier et essentiel, l'objet économique, est une démarche contre-nature dont nous payons aujourd'hui les pots cassés.

La crise est grave et elle appelle la mobilisation. Bien entendu, nous en constatons les effets partout, tout particulièrement dans notre département qui, par ailleurs, subit d'autres difficultés liées à sa nature de département rural et vieillissant. A ce titre, il devrait donc bénéficier d'une intervention complémentaire en raison, non pas uniquement de l'existence de la crise, mais de notre situation particulière.

Nos amis des Chambres consulaires ont brossé un panorama de la situation constatée dans notre département, mettant en évidence qu'il était peut-être encore prématuré, dans certains cas,

d'agiter les grelots, mais que, malgré tout, les prémices étaient là et que, pour demain, l'heure pouvait devenir grave.

J'ai noté tout particulièrement un certain nombre de secteurs pour lesquels nous devons nous inquiéter. C'est le cas, en particulier, de la filière automobile et aussi de la filière du BTP, ce qui n'est pas anormal, la crise financière étant aussi une crise immobilière tant il est vrai que la spéculation était à la fois d'ordre financier et immobilier. Aujourd'hui, le secteur du bâtiment privé a donc à faire face à une vraie difficulté. Si ce n'est pas relayé par une intervention publique audacieuse dans ce domaine, de toute évidence nous passerons à côté. D'où la nécessité d'investissements publics dans ce domaine encore plus que dans d'autres.

Citons aussi la situation particulièrement difficile que vivent nos amis agriculteurs dans notre département. Outre les difficultés générales dont les causes ont été rappelées, en particulier l'évolution des matières premières et les spéculations qui ont joué sur cette évolution, il convient d'ajouter le problème particulier lié à la FCO. La situation nous a d'ailleurs conduits, nous, Département, à réagir et à apporter un certain nombre de réponses spécifiques, lesquelles ne sont cependant pas suffisantes. Ce n'est pas le moment pour notre pays de voir l'Europe s'interroger sur des évolutions dont nous nous demandons parfois où elles nous mèneront, alors que l'agriculture a besoin de perspectives et de long terme.

Il a été souligné par nos amis des Chambres consulaires que nous avons un rôle tout particulier à jouer en raison du bras armé dont nous disposons : la commande publique. Toutefois, nous nous interrogeons, nous, Département, alors que nous poursuivons notre réflexion sur le budget : allons-nous mettre en œuvre, par exemple, le programme des Archives départementales ? Ces interrogations sont confortées à la suite de l'intervention du Préfet de Région qui nous suggère de différer ce projet si nous ne disposons pas des crédits. Ce n'est pas franchement la réponse attendue par les entreprises nivernaises ! En tout cas, ce n'est pas une réponse du Conseil général. C'est une attente de la Nièvre tout entière, des entreprises et des salariés dans ce domaine, comme dans bien d'autres.

Je retiens bien ce qu'a précisé Jean-Pierre Rossignol tout à l'heure quant à la nécessité d'investir sur les terrains et dans les bâtiments. Telle est là la clé si nous voulons répondre aux besoins des entreprises existantes et en accueillir de nouvelles.

Il convient de préciser que l'intervention du Département dans le domaine économique est volontaire : elle n'est pas franchement sa mission première. Certes, il y a l'intervention solidaire de la Région, mais nous attendons aussi celles de l'Etat et de l'Europe pour accompagner ces démarches et apporter à notre territoire les infrastructures que nous sommes en droit d'attendre.

Récemment encore, un certain nombre d'élus se retrouvaient le long de la RN 7 à rappeler nos attentes, nos exigences et à constater la lenteur de cette avancée. Comme en témoignaient les tableaux parus le lendemain dans *Le Journal du Centre* et récapitulant ce qui était engagé, décidé et souhaité, force est de reconnaître que nous ne sommes pas – hélas ! pour notre département – à l'époque des grands travaux.

Nous revendiquons avec force la nécessité d'engager – enfin ! – une liaison Nord-Sud dans la continuité de la RN 7. Par ailleurs, nous demandons que des investissements soient également réalisés sur d'autres infrastructures de la Nièvre, en l'occurrence sur la liaison de la RN 151 qui concerne tout particulièrement Clamecy et La Charité. S'agissant précisément de La Charité, un chantier est à lancer immédiatement, celui du pont. Depuis le temps que nous en parlons et que c'est une nécessité sur le plan économique qu'au titre de la sécurité !

Voilà des chantiers qui sont attendus par nos entreprises et par les Nivernais ! Puisque notre Gouvernement et notre Président de la République se réfèrent tous les quatre matins à la sécurité, qu'ils contribuent à l'assurer, en permettant aux automobilistes de circuler en toute sécurité sur des routes adaptées à la circulation de notre époque !

De même, parlant de notre attente, nous souhaiterions avoir quelques réponses précises concernant le TGV et son tracé. Jusqu'à présent, les systèmes de communication qui ont été inventés se sont limités à entourer la Nièvre, non pas de son affection, mais en l'évitant et en passant de part et d'autre. Nous ne voudrions pas une nouvelle fois « passer à côté ». Nous espérons que le passage du TGV sera une réponse pour le développement de Nevers et de son agglomération.

Quant au plan de relance annoncé par le Président de la République, nous en avons mesuré l'insuffisance. Qu'il soit relayé par son Gouvernement ou par le Préfet de la Nièvre, son porte-parole, nous le disons. Non, le plan de relance n'est pas à la hauteur et nous en attendons un deuxième complémentaire pour accompagner avec plus de force un certain nombre de filières industrielles et relancer les grands travaux. C'est une véritable nécessité.

Il ne s'agit pas non plus de se satisfaire d'un raccourcissement des délais de remboursement de la TVA, sachant que c'est là de la restitution. Entre parenthèses, l'Etat en profite pour se financer sur nos propres investissements, ceux des collectivités locales.

Nous n'attendons pas non plus un exercice de communication qui soit un éternel recyclage des crédits déjà engagés. Le Gouvernement nous habitue depuis un certain temps à un taux de rendement extraordinaire en termes de communication ! Ainsi, lorsqu'il consacre un euro à un projet quelconque, il réussit à en promouvoir la communication en trois actes différents. A défaut de filières de recyclage dans l'industrie, c'est au moins le recyclage des annonces ! (*Sourires.*) Mais la communication, ce n'est pas de la politique.

Si l'on veut agir, il convient d'engager une véritable politique de confiance et entraîner, avec la politique de l'Etat, les collectivités locales. Rappelons que ces dernières assument aujourd'hui 70 % de l'investissement public, pourcentage à comparer à leurs 10 % d'endettement ! Pourtant, nous recevons de temps en temps des rappels à l'ordre sur notre endettement. Franchement, nous n'avons pas forcément de leçons à recevoir à cet égard, compte tenu de la dette de l'Etat !

Nous attendons aussi un certain nombre de réponses en termes de péréquation. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à nous plaindre de ce que fait l'Etat.

J'en veux pour preuve les propos d'un Sénateur de la Haute-Loire, Adrien Gouteyron, lequel ne partage pas les mêmes convictions que moi. Il indique en tout cas que « le Comité des finances locales a décidé de taux d'évolution identiques pour la DFM et la DPU : 6,94 %. » Or pour ce qui est du département de la Haute-Loire, souligne-t-il, « la DFM n'a augmenté que de 0,02 % en 2008 par rapport à 2007, contre 6,94 % en moyenne nationale. » C'est bien la preuve que le milieu rural est singulièrement oublié d'un certain nombre de décisions d'Etat.

Il souligne aussi qu'en Haute-Loire, le coût net de l'APA par habitant est de 60 € et que le produit net des droits de mutation n'est que de 62 €. C'est là une réalité, de même lorsqu'il remarque que dans tel autre département, le coût net de l'APA représente 66 € par habitant, tandis que le produit net des droits de mutation s'élève à 292 € !

Si l'Etat se sent exonéré de son devoir de péréquation face à de telles situations, telle n'est pas ma conception ! Un travail est véritablement à réaliser pour rétablir la confiance et faire en sorte que nous tirions tous dans le même sens parce que nous avons besoin des énergies de tous.

A cette fin, il faut aussi que la population dans son ensemble soit mobilisée. Alors que j'entends souvent parler aujourd'hui de « réforme », j'aurais plutôt tendance à penser qu'il s'agit là de mesures réactionnaires.

Devant les défilés des sans-logis, j'attends un certain nombre de réponses en termes de logements sociaux, et ce en vain.

Alors que l'on doute en ce moment du système privé, pourquoi s'être précipité à donner le statut de SA à La Poste ? Est-ce pour une ouverture demain, en espérant qu'après quelques « ravalements de façade », la situation s'améliorera ?

Croyez-vous que l'on encouragera véritablement l'esprit de solidarité en lançant le RSA pour les plus pauvres d'entre nous, financé par les classes moyennes, c'est-à-dire par ceux qui sont un peu moins pauvres, pendant que le « bouclier fiscal » exonère les grandes fortunes ? Non, ce n'est pas la bonne voie !

Est-ce le bon choix aujourd'hui, alors que l'on recherche toutes les voies pour démocratiser notre pays, de décider que les PDG des chaînes publiques doivent être nommés directement par le Président de la République et d'abandonner le terrain de la publicité pour que survivent et vivent un peu mieux un certain nombre d'entreprises privées de communication ?

Est-ce le bon moment de jouer les provocations à l'égard des familles en difficulté, frappées par le chômage, en agitant le grelot du travail du dimanche ou en évoquant, à travers les déclarations de certains irresponsables, la retraite à 70 ans ?

Ce n'est certainement pas ainsi que l'on commence à instaurer une véritable politique de confiance dans un pays. Or le nôtre en a besoin aujourd'hui. Il a besoin d'être entendu et écouté. Il a besoin de solidarité.

Au-delà du plan de relance, on a besoin d'une pause dans les fausses réformes qui sont des mesures réactionnaires.

J'attends et le Conseil général attend une véritable politique de péréquation, de véritables aides à l'investissement, comme Pascal Reuillard l'a rappelé tout à l'heure au sujet du charbon à Cossaye, des aides dans le domaine des infrastructures, qu'elles soient routières, avec les RN 7 et 151, ou ferroviaires, avec le TGV. Pour l'instant, non, monsieur le Préfet, le compte n'y est pas ! Nous attendons le deuxième plan.